



Nous ne lâcherons rien jusqu'au RETRAIT de la proposition de loi dite de « Sécurité globale » !

Nos organisations se prononcent pour le retrait de la loi Sécurité Globale.

Comment admettre dans notre pays la surveillance permanente par drones avec reconnaissance faciale et archivage des données ?

Comment admettre qu'on octroie aux polices municipales, qui n'ont de compte à rendre qu'à leurs maires, et même à des polices privées des pouvoirs et des accès aux fichiers de la Police Nationale ?

Comment admettre ce décret 2020-1511 du 2 décembre dernier qui élargit la « Prévention des atteintes à la sécurité publique », non plus à la simple « appartenance » à une organisation syndicale ou politique, mais désormais aux « opinions » syndicales, religieuses ou politiques.

Nos organisations alertent les citoyens et les salariés sur ce qui apparaît comme le tissage d'une toile d'araignée mettant en cause les libertés fondamentales sans lesquelles la démocratie ne pourrait exister.

Au lieu du "floutage" des brutalités policières, au lieu du fichage systématique de nos opinions, au lieu de la privatisation de la Police, au lieu de l'interdiction de manifester dans les universités, nous réclamons le droit de manifester pour nos revendications, pour la défense de l'école, de l'Hôpital, de la Sécurité Sociale et de tous les services publics.

Les organisations demandent aussi le retrait de la loi "visant à conforter les principes républicains " (ex loi sur les "séparatismes", qui comporte des mesures dangereuses contre l'existence des associations, et qui en son article 18 "recyclerait" l'article 24 de la loi Sécurité Globale sur le floutage des policiers.

**RETROUVONS NOUS SAMEDI 16 JANVIER
A NIMES à 14H DEVANT LA PREFECTURE**

**ce rassemblement avec prise de paroles sera suivi
d'une manifestation de la Préfecture
jusqu'à la place Saint-Charles**

Le rassemblement et la manifestations ont été déclarés et se dérouleront dans le respect des consignes sanitaires en vigueur.